



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 04/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VOLKSWIND Service France (gest. exploit)**

1 Rue des Arquebusiers  
67000 Strasbourg

Références : 2024-E30123  
Code AIOT : 0005107325

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement VOLKSWIND Service France (gest. exploit) implanté PARC EOLIEN Val de Noye 1 80250 Louvrechy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VOLKSWIND Service France (gest. exploit)
- PARC EOLIEN Val de Noye 1 80250 Louvrechy
- Code AIOT : 0005107325
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VOLKSWIND est l'exploitant de la ferme éolienne VAL DE NOYE 1, composé de 6 aérogénérateurs situés sur le territoire des communes de Louvrechy et Thory. Le site est soumis à

autorisation par certificat d'antériorité du 26/09/2012 : donner acte à la société SAS «Ferme éolienne du Val de Noye 1».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Mesure acoustique après la mise en place du plan de bridage	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2024, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à disposition des documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
2	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
5	Plan de bridage	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 3	Sans objet
7	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
9	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise à disposition des documents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Version des documents
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>I. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p><b>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</b></p> <p>II. Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;</li> <li>• les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents transmis par l'exploitant sont rédigés en français.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Manuel d'entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel d'entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un registre d'enregistrement des opérations. L'exploitant indique que ce registre est destiné au groupe situé en Allemagne.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des 15 ans de P1E4.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le suivi environnemental établi par l'Association Somme Nature Études et Travaux le 9 août 2021.</p> <p>Ce suivi environnemental concerne les parcs Val de Noye 1 et Val de Noye 2.</p> <p>Le rapport fait état d'une très faible activité toutes les espèces. Il conclut sur une fréquentation très limitée de l'aire aérienne entre 30 mètres et 150 mètres. Ce rapport propose également des mesures compensatoires, tel que l'entretien des plateformes 5 fois par an.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de haies et d'agrains au pied de certaines éoliennes.</p> <p>Le suivi environnemental préconise l'adaptation du plan de bridage pour le parc Val de Noye 2. L'exploitant indique travailler sur la mise en place de ce plan de bridage.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les cinq dernières factures d'entretien des espaces verts ;</li><li>• une copie du contrat d'entretien des espaces verts.</li></ul> <p>L'exploitant devra procéder à l'entretien des haies conformément aux recommandations et conclusions du suivi environnemental établie par l'Association Somme Nature Études et Travaux le 9 août 2021.</p> <p>L'exploitant s'assurera de la suppression des agrains sur les plateformes.</p> <p>L'exploitant transmettra "un porter-à-connaissance" sur les conditions de mise en place du plan</p>

de bridage (Chiroptères).
.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Au cours du contrôle, il a été constaté que l'intérieur du pied des éoliennes P1E6 et P1E1 était propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan de bridage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de bridage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre, entre 22h et 7h, le plan de bridage défini dans les tableaux suivants, en fonction des directions et vitesses de vent, pour chacune des éoliennes du parc. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un plan de bridage et réalisé une étude acoustique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Mesure acoustique après la mise en place du plan de bridage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure acoustique après la mise en place du plan de bridage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise une étude acoustique à la suite de la mise en place du plan de bridage. Cette étude est effectuée au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant à présenté l'étude acoustique réalisée en 2024. Celle-ci conclue sur la nécessité de mettre en place un plan de bridage en période nocturne.</p> <p>L'exploitant confirmera qu'un nouveau plan de bridage « bruit » est en cours d'élaboration.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le plan de bridage bruit mis en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Affichage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Affichage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>• - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes P1E1 et P1E6 de Val de Noye 1 et sur le poste de livraison du parc Val de Noye 1 et 2 indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>• la mise en garde face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Contrôle des accès

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2024, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des accès</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aérogénérateur P1E6 et le poste de livraison du parc Val de Noye 1 et 2 étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère. L'inspection des installations classée a constaté que la porte de l'éolienne P1E1 n'était pas fermée lors de la visite d'inspection. Selon le carnet présent dans l'éolienne, le dernier passage date du 11/08/2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra une copie de la procédure de gestion des accès aux éoliennes. L'exploitant procédera à un rappel des consignes auprès des personnels intervenant sur l'installation et transmettra la preuve de réalisation de ce rappel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 9 : Extincteurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que des extincteurs sont présents au pied des éoliennes P1E1 et P1E6 et comportent bien la date de leur dernière vérification, à savoir 09/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>